



AGROBIOSCIENCES

CHRONIQUES INRA 2020

11 ET 12 MARS 2002

LES 24 HEURES DE RENNES

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« **INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche** »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« **Au risque du débat : paroles d'acteurs** ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« **Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020** ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€. Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« **Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie** »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Les 24 heures de Rennes

11 et 12 mars 2002

Lectures en survol

Bretagne : la performance de l'agriculture et de l'agro-alimentaire... La performance peut-être encore plus impressionnante de la mutation, en une génération à peine, d'une agriculture traditionnelle à une agriculture intensive... L'exemplarité aussi de la mise en œuvre des technologies de l'élevage rationnel des animaux de rente... La Bretagne, une région de France, mais un pays d'élevage qui « pèse » en Europe dans la même catégorie que les Pays-Bas ou le Danemark : un cinquième de la superficie française, mais 50% de la production porcine ! La réussite technologique et économique, mais aussi l'alerte environnementale ! D'où « Charte » et « Plan »... tout cela pour changer l'agriculture bretonne, la faire évoluer d'une agriculture performante à une agriculture « pérenne ». Cinquante ans après la mutation, la Bretagne serait-elle de nouveau menacée de désertification ? Cette fois-ci pour cause de pollution, alors que dans les années 50, le risque était celui de la désertification pour cause d'archaïsme.

Ce sont ces questions qui s'alignent sous mes yeux en parcourant, dans l'avion Toulouse-Rennes, la somme de documents et copies d'articles de journaux que Bernard Coquet a préparés à mon attention pour que je me fasse une idée du contexte des débats qui vont se succéder durant presque 24 heures.

Les défis auxquels l'agriculture bretonne doit faire face aujourd'hui interroge les liens entre environnement et économie. Car il ne s'agit pas uniquement de pollution dont la recherche du profit serait coupable, mais bien plutôt du souci de survie de milliers d'exploitants agricoles qui se sentent menacés par des dispositions avancées par les options des pouvoirs publics, du gouvernement, de Bruxelles, etc. Je m'interroge en effet : que sait-on des conséquences économiques de la mise en œuvre des dispositions du Plan et de la Charte ? sur les volumes de production ? sur l'efficacité des filières porcine et volaille ?

Et je lis aussi des critiques qui s'expriment envers la Charte : « *Vous continuez à être productivistes !* ». Les critiques porteraient donc contre les odeurs comme manifestation du productivisme qui serait en fait la seule cible ? C'est ce que me rapportait un jour Guy Debailleul à propos d'un travail réalisé sur ce sujet au Québec.

J'ai aussi en main un projet de rapport de la FAO sur le futur de l'élevage en Europe, dans le cadre d'un groupe de travail de la Fédération Européenne de Zootechnie, rapport qui argumente en faveur d'une « désintensification » pour cause de manque de compétitivité économique et qui milite aussi pour la suppression des aides européennes... Mais que signifie en Bretagne la « désintensification », alors que le poids de la production porcine bretonne s'est accrue depuis 10 ans, par le seul jeu du marché et sans aides européennes, sur la base de produits céréaliers et de soja importés ?

Je remarque que le rapport préparé par mon camarade de promotion Gerondeau, pour la mise en place du « Plan pour une agriculture pérenne », insiste aussi sur la nécessité de produire de la valeur ajoutée : la Bretagne serait parmi les moins performantes de France en termes de poids des IAA en rapport avec le poids de la production agricole. Mettre de la valeur ajoutée, voudrait alors dire déplacer des emplois depuis l'agriculture vers l'industrie.

Prospective... Louis-Pascal Mahé¹ a tenté d'écrire des scénarios du futur pour l'agriculture bretonne. Et les Conseils Economiques et Sociaux des régions de la « Façade atlantique » tentent aussi d'identifier les facteurs de son attractivité pour le futur...

Comment y voir plus clair ? L'avion trace sa voie à plus de 9 000 mètres d'altitude, pourtant ce soir c'est la purée de pois depuis Toulouse : les cirrus d'altitude cache le soleil. Descente, mais ça ne s'arrange pas, les cirrus cachent un épais manteau de cumulus. Aujourd'hui, ce n'est pas la lumière angevine qui m'attend au sol, comme en décembre dernier. Qu'en sera-t-il de nos débats et de nos échanges ? A l'approche de la piste, verdure, lotissements aux toits d'ardoise gris, grands bâtiments d'élevage et serres, autoroutes...

Descente de l'avion par un escalier, quelques pas sur le sol du tarmac de Rennes Saint-Jacques... Accueil... Une certaine odeur de l'air... Non, ce n'est pas du kérosène brûlé, ce sont bien des effluves subtils de lisier ! Bernard Coquet confirme, et m'introduit aux singularités rennaises et bretonnes, qu'il a explorées depuis maintenant deux ans et demi, depuis son départ de Toulouse.

Conversation autour du pot

Nos invités ont eu quelques difficultés ce soir pour trouver dans le noir l'entrée du restaurant inter-entreprises tout récemment ouvert au milieu de la zone d'activités. C'est même je crois la première fois que l'on sert un dîner dans cette petite salle à manger pour « VIP » dont les murs n'ont pas encore de décoration. Le Préfet n'a pas été le dernier à trouver sa voie... « *C'est un très bon Préfet. Il s'intéresse beaucoup à nous* » précise notre hôte, Pierre Thivend. Et voici la grande taille de Pierre Méhaignerie... Il a fini par trouver le lieu du rendez-vous. Un verre de kir à la main chacun y va de ses commentaires sur les difficultés d'accès. Pierre Méhaignerie nous rappelle à ce propos qu'il a été un jour Ministre de l'Equipement, et fait dériver la conversation sur le coût de la mise aux normes des 140 kilomètres de « 4 voies » créées en Bretagne par le Général de Gaulle.

Hors-d'œuvre. Pierre Méhaignerie prend maintenant son habit d'ancien Ministre de l'Agriculture et s'inquiète :

*« La matière organique produite par l'agriculture, qu'en faire ?
Et l'angoisse des agriculteurs ? Il y a même des « 45 ans » qui veulent partir !*

Cependant, tout n'est pas foutu. Car les exploitations sont hétérogènes et diverses (il veut montrer qu'il connaît bien ce qu'est une typologie) : et en effet certains s'en sortent quand même ! »

Bertrand Hervieu souhaiterait cependant mettre sur la table le sujet qui le préoccupe et poursuivre l'enquête qu'il mène d'une rencontre à l'autre avec les élus des Régions et des Départements, « **L'INRA, les Régions, l'Europe** » :

*« Il nous faut **échapper** à deux risques. Le risque de la concentration des moyens de la recherche sur quelques grands sites... et aussi le risque de la dispersion...*

***Echapper** à la concentration, grâce à un partenariat actif de l'INRA avec les Régions, qui nous apportent déjà beaucoup...*

***Echapper** à la dispersion, par un partenariat qui se porte au niveau européen. »*

Pierre Méhaignerie n'apparaît pas démesurément intéressé par ces questions, mais il attrape quand même au vol l'expression de Bertrand Hervieu : pour lui aussi « *Il nous faut **échapper**...* », mais son souci est autre :

¹ Louis-Pascal Mahé, 2000. L'avenir de l'agriculture bretonne. Continuité ou changement ? Editions Apogée (Rennes), 149 pages.

*« Il nous faut **échapper**... au « salivairer » du journal du « 20 heures » ! Donc, il faut savoir communiquer ! »*

Claude Guéant, Préfet de Bretagne, abonde dans son sens :

« Mais oui, nous sommes en pleins débats irrationnels : on n'entend plus rien de sérieux. Alors (s'adressant à Bertrand Hervieu, à sa gauche), comment se positionnent les scientifiques ? Comment organiser la prise de parole ? »

Bertrand Hervieu, qui n'a pas réussi à marquer l'essai « L'Europe et les Régions », reprend la main et tente d'élargir le débat en faisant une percée sur le thème de la culture scientifique et technique :

« A propos des polémiques et plus particulièrement sur les OGM, notre défaut est d'avoir oublié que la culture scientifique est fondamentalement une culture de la controverse, avant de produire des résultats et d'induire des technologies...

Il nous faut mieux inscrire dans notre mission le souci de la Culture Scientifique et Technique... Ce qui n'est pas facile ! »

Mais voici que Pierre Méhaignerie demande du rab du 20 heures :

« Comment les scientifiques peuvent parler au « 20 heures » ? Et est-ce même possible ? »

Dans ce jeu de fourchettes, Bertrand Hervieu aimerait revenir au plat principal, de mettre au centre de la conversation les préoccupations de l'INRA, par exemple Génoplante et la génomique... et aussi le partenariat avec les firmes de sélection de semences... :

« Mais la société Claude Camille Benoît, qui a bénéficié pendant 50 ans du partenariat avec l'INRA, a été vendue à Novartis puis à Syngenta qui en est devenue propriétaire à 100%. Nous devons protéger notre propriété intellectuelle des fonds de pension américains, qui sont étrangers à nos intérêts et à notre culture... »

Pierre Méhaignerie feint de s'intéresser à la question :

« Mais quelle est la position de l'INRA dans le monde sur ce domaine des semences et des biotechnologies ? »

Et revient quand même à son sujet à lui, comment les chercheurs parlent-ils à la société ? :

« Quelle est la communication de la recherche à propos des chocs « santé » subis par la société ? »

Pour Jean Normand (Technopole), sur le terrain du « 20 heures », le jeu est inégal :

« Dans la communication instantanée, nous serons battus ! »

La question de la mondialisation, dont le plat a été proposé par Bertrand Hervieu, Claude Champaud (Conseil Régional) veut bien en prendre un morceau :

« La mondialisation, c'est le meilleur et le pire. Nous avons besoin d'un système de régulation pour en maîtriser les effets... Mais comment élaborer des projets d'envergure mondiale ou européenne dans un cadre territorial ? »

« De quelles compétences en sciences humaines disposez-vous à l'INRA ? Car comment couvrir tout l'ensemble ? »

Pierre Méhaignerie fait diversion sur l'international :

« Savez-vous que je m'intéresse à une association, « Jeunes à travers le monde », qui s'implique dans des jumelages avec des villes de Pologne et de Roumanie ? Alors, une question que je pose à l'INRA : est-il possible de faire là-bas le suivi d'exploitations agricoles ?

Il y a aussi l'idée de créer des sociétés franco-roumaines, pour acheter des terrains en Roumanie, à Cibiù, à 1000 francs l'hectare. Ma question : pourrait-on former des jeunes de Cibiù avec une « coupole » INRA ? »

Jean Normand, s'adressant à Bertrand Hervieu, s'inquiète soudain de l'agriculture bretonne qui nous environne :

« Allons-nous dans le mur, pour l'agriculture, pour l'environnement ? »

Bertrand Hervieu retrouve son terrain, son plat de résistance...

« Les sols, l'eau... voilà les questions les plus essentielles pour la recherche scientifique ...avec une approche scientifique intégrant plusieurs disciplines. Oui, les sciences de l'environnement sont essentielles »

Le Préfet, visiblement attentif et intéressé, met de l'insistance sur ces sujets de société :

« La parole scientifique a un poids important sur ces sujets sensibles... Alors, quelle liaison entre le taux de cancers et le taux de nitrates dans la couronne finistérienne ? »

Jacques Berthelot (CCRRDT Bretagne) qui probablement se rend compte que la soirée s'avance, tente, à l'occasion du passage du plateau de fromages, de revenir à la question primitive de Bertrand Hervieu sur les Régions :

*« Alors quelle est la politique d'un grand organisme de recherche comme l'INRA ?
Car le rôle d'une collectivité régionale ne peut être qu'à la marge des moyens d'un organisme de recherche...
D'où la question... que peut faire la Région ? Faut-il que nous mettions l'accent sur les sciences sociales et humaines ? »*

Claude Champaud complète :

« Car il faut assurer le renouvellement des chercheurs... et assurer l'ouverture à l'Europe »

L'ouverture à l'Europe, voilà bien la question de fond. Mais Jacques Berthelot a une autre question à poser :

« Mais comment l'INRA peut aider à développer des entreprises de biotech ? »
Et pour bien préciser sa pensée et exprimer la haute-idée qu'il se fait de l'INRA...
« En fait, l'INRA, vous êtes le « France Télécom » de l'agronomie »
En Bretagne, avec Lannion, c'est un compliment !

Bertrand Hervieu fait cependant profil bas comme à l'habitude lorsqu'il est interrogé sur ce sujet, et commente qu'à l'INRA, les chercheurs ne sont pas dans cet état d'esprit : *« Ce n'est pas la culture de l'INRA »*.

Et Pierre Thivend évoque son expérience locale : *« Nous devrions avoir des demandes pour les start-up... Mais nous devons aussi nous positionner avec les entreprises traditionnelles »*.

Pierre Méhaignerie a laissé la conversation se poursuivre sans lui depuis un certain temps... Pourtant, après le dessert, il pose une ultime question de prospective... qui restera sans réponse, car trop tard, le café donne le signal du départ : *« Existe-t-il un dispositif de prospective européenne de la recherche agronomique ? »*

Tout au long de la soirée, il est clair que Pierre Méhaignerie n'a manifesté qu'un intérêt distant pour les thèmes dont souhaitait débattre Bertrand Hervieu... Et pourtant, certains élus régionaux (Conseil Régional, CCRRDT) attendaient de cette rencontre des réponses à leurs préoccupations, et il est clair que la question de Bertrand Hervieu à propos de l'Europe et des Régions ne les a pas laissés indifférents... Le Préfet est resté en position d'observateur, intéressé lui aussi par les questions liées à l'agriculture et à la recherche agronomique, mais d'abord observateur du jeu... Un jeu d'esquive courtoise... On s'est passé et repassé les questions comme les plats, mais on ne leur a pas répondu.

Le matin des technopoles

8h30. Petit déjeuner. Retour au restaurant inter-entreprises où nous étions hier soir, après un virage autour du bâtiment « high tech » de la Chambre d'Agriculture, l'image de la puissance de l'agriculture en tant qu'activité économique en Bretagne. Une grande salle pour notre petit déjeuner. Murs clairs et grandes vitres et voilages. Trois longues tables convergeant vers la table « présidentielle » encadrée de signaux technologiques : micro HF, dispositif de sono et d'enregistrement, haut-parleurs, écran, rétroprojecteur... Sur les tables : bouquets de fleurs jaunes et jus d'orange, croissants et autres viennoiseries, café...

Le public : une bonne trentaine d'universitaires, patrons des organismes de recherche en Bretagne, responsables d'Ecoles Doctorales ou d'UMR. Ambiance attentive et courtoise entre pairs : on est ici entre gens du même monde. Questions sur l'INRA comme ressource en appui à la Bretagne « high tech ».

Ouverture par Bertrand Hervieu selon un discours désormais bien rôdé... : « **Les questions que nous nous posons à l'horizon 2020...** »

« Comment construisons-nous les nouveaux fronts de la recherche à horizon 20 ans ? 2020, c'est dans 20 ans. Et aujourd'hui, c'est 20 ans après la Loi de modernisation de la recherche : nous sommes donc à mi-parcours ! Quels sont les grands fronts de recherche qui vont bouger ? C'est la première question.

Ensuite, l'importance qu'il faut accorder aux formations doctorales... Car les doctorants, c'est la recherche en train de se faire ! Alors les formations doctorales... avec ou sans les organismes de recherche ? »

Une deuxième question fort importante à instruire : **l'Europe.**

« Comment entrer dans la dynamique de la construction de l'espace européen de la recherche ?

Par exemple, comment accéder aux ressources du monde de la génomique ?...

Ainsi allons-nous faire une politique qui met l'accent sur les pôles d'excellence, et avec le recours aux Fonds structurels pour corriger les inégalités territoriales ainsi induites ? Non !

Pas de pôles, mais des réseaux !

Une préoccupation que je livre à votre réflexion : la dynamique des régions en vue de l'évolution de l'Europe... comment l'INRA peut agir en partenariat avec les Régions à l'échelle de l'Europe sans s'éparpiller ? »

Alors les questions, les réflexions, les interpellations de Bertrand Hervieu... Certes. Mais ses interlocuteurs veulent d'abord savoir si le Président de l'INRA vient avec des « billes » qui conforteraient le dispositif universitaire et scientifique breton.

Recueil...

Le Génomole

Tout d'abord une demande d'appui à la labellisation de Rennes en tant que « Génomole » : Claude Labit (IRISA) - informatique et systèmes automatiques - voudrait savoir si les priorités de l'INRA viennent « en appui de la pertinence régionale de la recherche : quelle est la position de l'INRA ? ».

Bertrand Hervieu explique les termes de la « longue négociation autour d'Agenae : la constitution d'une société de partenariat avec la recherche entre les organisations professionnelles de l'élevage.

Car, s'il y a des réticences professionnelles, l'INRA ne pourra pas avancer dans le domaine de la génomique animale ».

Concernant le Génopole, « il fallait bien faire des arbitrages entre les différents projets, et instruire un problème de dispersion par rapport à Ivry et à Versailles. D'où l'option de constituer Génoplante ».

Et Michel Renard (Grand Ouest), assure l'INRA de l'appui des « laboratoires de l'ouest » aux projets Génoplante et Agenae de l'INRA. « Mais pourrait-on aller plus loin ? Constituer une « bio-région » comme en Allemagne ? »

Ce qui introduit à la question récurrente des « territoires de la recherche »

J. De Certaines (Technopole)

« La recherche veut s'organiser dans l'ensemble des régions Bretagne et Pays de Loire, mais il faudrait aussi y associer la Basse Normandie, avec Caen. Quelle est la position de l'INRA ? Et comment l'INRA peut participer à la constitution de plates-formes d'équipement lourd ? »

Bertrand Hervieu

*« Nous avons une approche pragmatique de cette problématique territoriale...
Tout d'abord, une question préalable : quelle est la position des Présidents de Région sur de tels rapprochements ?... Ils ont généralement une vision encore très régionale... Mais comment se positionnent-ils dans la perspective de la construction européenne ?
En fait, par rapport à cette idée d'un ensemble « Bretagne - Pays de Loire - Basse-Normandie », considérez qu'il n'existe aucun découpage satisfaisant... Donc nous procédons à des négociations au coup par coup...
De manière générale, il y a une pression des collectivités locales qui pousse à la dispersion de nos moyens. Les exemples récents montrent qu'à l'INRA si l'on veut bouger une implantation... ce sont des bagarres sans aboutissement.
Tous les élus veulent de la science partout... Mais on ne peut pas s'en plaindre ! »*

Et les UMR ?

G. Brûlé (UMR Agro-alimentaire)

« S'il n'y a pas de liens plus étroits avec l'INRA, on n'atteindra pas les objectifs. Mais l'animation des UMR se fait seulement par les chercheurs. Pourrait-on avoir une réflexion sur l'enseignement supérieur... sans l'INRA ? »

Sur ce sujet, Bertrand Hervieu a un discours parfaitement construit ! Moteur !

*« L'objectif des UMR est incontestable pour l'INRA, mais les conditions administratives et juridiques entre l'INRA et les universités ne sont pas réunies pour que ça marche bien ! Il faut s'en sortir, et si nécessaire en faisant appel à la représentation nationale.
Mais même entre les EPST, nous avons besoin d'une meilleure harmonisation des statuts, sans parler des différences de statut entre EPST et EPIC ! »*

*« Nous allons ouvrir un plus grand nombre de postes d'accueil à l'INRA pour les enseignants, et inversement je souhaite que des chercheurs soient accueillis dans l'enseignement.
Mais pour faciliter l'implication des chercheurs dans l'enseignement, il faut aussi faire bouger les critères d'évaluation. Il faudrait par exemple que pour passer DR2 on ait fait un bouquin de synthèse. »*

« Et nous nous intéressons aussi à l'évolution de l'enseignement supérieur agro-vétérinaire qui peut avoir un rôle dans l'évolution de l'INRA. Et à ce propos, j'ai donné mon accord pour participer à la réflexion avec la DGER, ici début avril à Rennes. Mais l'INRA ne veut pas récupérer la DGER. »

« Finalement, l'un de nos problèmes, c'est que, en France, nous avons des organismes de recherche spécialisés : c'est un atout et une faiblesse ! »

Daniel Boujard (UMR Agronomie Santé) reprend son souffle :

« En fait, le partenariat recherche enseignement marche entre les individus, mais la difficulté provient de ce que nous n'avons pas les mêmes pratiques entre les organismes. (J'ai entendu la même chose à Orléans)

Il y a donc besoin d'un débat entre les ministères de tutelle, sinon la politique des Ecoles Doctorales « sur site » est en difficulté. »

Bertrand Hervieu pour conclure

« On avance à la lumière des expériences comme les vôtres. Pour que le débat parisien soit porteur, il faut que vous nous instruisiez sur les obstacles rédhitoires.

S'il n'y avait qu'UN dossier, ce serait celui-là : la question des Ecoles Doctorales. Les autres questions passent par là ! »

A quelle échelle organiser la recherche ?

Philippe David (CNRS)

« Je m'interroge : avec ses grands centres, l'INRA est-il un modèle d'organisation ? Car l'INRA apparaît comme un organisme autocentré, au contraire du CNRS et de l'INSERM qui sont disséminés dans les universités. »

Bertrand Hervieu

« Notre organisation est liée à l'histoire. Ainsi nous avons un gros centre à Rennes, articulé avec une Ecole Nationale Supérieure Agronomique... mais en Poitou-Charentes, nous sommes dans une situation d'isolement universitaire.

En fait, nous ne nous engageons pas dans des bouleversements dans notre organisation géographique. La dispersion est un handicap, mais elle devient un atout si on sait la mettre en réseau. »

« Bruxelles pousse les collectivités à s'impliquer dans le Programme Cadre de la Recherche. Leur rôle n'est pas forcément dans l'élaboration des contenus, mais sur la construction de l'espace européen de la recherche. Oui, dans la construction des alliances entre les régions, la recherche est sollicitée.

Il faut donc à la fois s'intéresser à l'évolution des grands fonds de la science, mais aussi travailler à la lisibilité scientifique bretonne. »

Pour M. Sire (Bretagne Sud Lorient-Vannes), la leçon de ces réflexions, c'est qu'il faut « s'impliquer dans la genèse des projets des collectivités territoriales : se mettre en réseau à large échelle au-delà des institutions, et intégrer la notion d'aménagement du territoire, alors que ce n'est pas dans la mission des scientifiques »

Pierre Thivend

« Réalisons bien d'où nous venons ! En 1980, nous avions beaucoup moins de choses qu'aujourd'hui : les collectivités territoriales inexistantes, les DEA et les Ecoles Doctorales... rien ! Et les relations entre les établissements dépendaient de relations individuelles.

*Maintenant, nous avons à notre disposition des moyens pour travailler en réseau, des plateformes de gros équipements... Et alors d'ici 20 ans ?
L'enjeu, c'est certainement de construire notre lisibilité européenne, d'aller plus loin dans l'organisation de nos activités en réseaux
En 2020, il faut apparaître plus clairement. »*

L'agriculture et l'environnement

En Bretagne, on n'oublie pas le domaine de l'agriculture et de l'environnement même dans ce milieu universitaire. Déjà hier soir, Jean Normand (Rennes Métropole) avait tenté une ouverture à ce propos.

G. Barbier (IFREMER)

*« L'évolution de l'environnement du littoral est préoccupante : les apports de l'agriculture, on imagine mal que ça puisse continuer comme ça durant 20 ans !
Or, l'INRA a soutenu le développement de l'agriculture en Bretagne... Et dans le futur ? »*

Philippe David (CNRS)

« Pour tous les organismes, les sciences de l'environnement constituent une priorité. C'est un objet, un constat, et aussi une approche pluridisciplinaire. Va-t-on créer un INSU, hors CNRS ? Comment fonctionner en ce domaine ?

Bertrand Hervieu

*« Oui, l'environnement est un objet scientifique central. Cela peut-il se concrétiser dans un cadre européen ? Faut-il construire un observatoire européen de l'environnement ?
Concernant l'agriculture... nous allons maintenant vers une vision plus horizontale et plus qualitative. C'est ce qu'exprime la loi de 1999.
En matière de recherche, nous avons plusieurs domaines de concrétisation : « Porcherie verte » (avec Philippe Mérot), des orientations de recherche concernant les sols – une question essentielle -, le secteur de l'eau aussi, sur lequel le CEMAGREF travaille aussi beaucoup
Comment la formation et l'enseignement vont-ils se structurer en fonction de cette nouvelle approche, pour une agronomie du 21^{ème} siècle reconstruite à partir des acquis des disciplines scientifiques depuis 20 ans ? »... Voilà la question fondamentale.*

Le moment est venu pour Bertrand Hervieu de conclure ce petit déjeuner...

*« Je veux d'abord affirmer que la présence de l'INRA en Bretagne est essentielle, compte-tenu de l'importance du secteur agricole.
Mais pour poursuivre dans la voie de la réorientation, nous ne pouvons pas le faire tout seuls.
Il faut nous positionner dans le concert européen, mais nous avons besoin de vous pour le faire ! »*

* * * * *

Bertrand Hervieu n'a donc pas eu de réponses de la part de ses interlocuteurs universitaires, pas plus qu'hier soir d'ailleurs de la part des politiques... Ce matin, la question était : « *Qu'est-ce qui ne se fera pas si l'INRA ne le fait pas ?* ». Mais c'est peut-être un sujet d'agrég. ou de CAPES, qui aurait demandé beaucoup plus que le temps d'un petit déjeuner pour être traité...

En fait, ce sont eux qui ont posé des questions, car ayant le Président d'un grand organisme de recherche sous la main, ils l'attendaient sur leurs terrains :

- les structures de la recherche et des universités, et les procédures pour un meilleur partenariat
- les montages institutionnels et localisés
- l'engagement de l'INRA dans des montages fédératifs lourds, du type « Génopole », les appuis que l'INRA peut y apporter.

Cependant, à propos de la deuxième question de Bertrand Hervieu, « *travailler la lisibilité scientifique bretonne* », on pourrait dégager de ces échanges deux ensembles forts sur lesquels les alliances entre les organismes et entre les régions du grand ouest pourraient se construire :

- le Génopole d'une part (avec l'idée émise d'une « bio région »),
- le thème « Agriculture et Environnement » d'autre part.

* * * * *

Le vert sur la motte

10h20. Après quinze minutes de route dans la périphérie de Rennes, nous voici au domaine de l'INRA du Rheu, auprès des ruines du château de « La Motte ».

Un petit amphi aux murs aveugles, façon petite salle de cinéma d'art et d'essai 80-100 places, décorée d'affiches ventant la beauté des paysages de la Bretagne, où les membres des Conseils du Centre et les directeurs des UR et des UE sont venus écouter le Président de l'INRA.

Ici on fait dans le vert : fauteuils confortables vert émeraude, moquette vert bronze à petits carrés, faux plafond à plaques vert d'eau cernées de noir, éclairage depuis le plafond et aussi avec des appliques noires au mur, grande tribune en bois vernis et parements noirs, grand écran de projection et équipement informatique vidéo. Tout est fonctionnellement en place.

Introduction par Bertrand Hervieu : le discours est bien au point, qu'il distille en pluie fine d'un Centre INRA à l'autre, en l'adaptant aux situations régionales.

Morceaux choisis :

« Il faut mettre l'INRA en capacité d'apprivoiser le changement à long terme »

« A 20 ans, quels facteurs de rupture ? Quelles interrogations sur le développement des sciences, l'organisation institutionnelle de la science en France, notre triple appartenance – nationale, régionale, Europe. »

« La recherche est un emblème de la modernité et aussi un lieu consensuel entre les différents niveaux de collectivités, l'Etat et l'Europe. Donc il s'agit de construire notre vision du futur, et non pas de nous référer à l'une ou l'autre des appartenances »

« A votre avis, quels sont les fronts de la recherche à l'interface avec les grands enjeux de la société et avec les évolutions disciplinaires ?... les fronts de science qui sont nos cœurs de métier, où nous voulons être et où nous devons être ! »

« Quelles sont les recherches nécessaires à la connaissance de notre environnement ? Il faut imaginer les fronts émergents. Ainsi Futuribles, Michel Godet, Thierry Gaudin... personne n'avait imaginé les grandes peurs alimentaires de nos sociétés d'abondance ! »

« L'appropriation du vivant et les investissements de recherches des grands groupes... à horizon 10 ans 20 ans, qu'est-ce que ça change pour nous ? Quelle puissance de feu suffisante pour une production de connaissances par la recherche publique ? »

« Il faut mettre l'INRA en capacité d'apprivoiser le changement à long terme... apprivoiser, domestiquer le futur, pour mieux gérer les futurs »

« Avec des directeurs d'unités de recherche, avec des jeunes chercheurs, mettre en place un dispositif en continu, non pas décisionnel, d'acculturation au changement ! »

Alors, quelles réactions à cette profession de foi « prospectiviste » ?

Il faut faire le constat que ce qui « accroche » les collègues rennais, ce sont des questions relatives aux conditions actuelles du partenariat dans 2 domaines : l'enseignement, le développement agricole...

Des réactions à propos du partenariat universitaire...

Madeleine Douaire : « 50 à 60% des connaissances produites par les thésards : il faudrait être plus prudent ! ».

Yves Roger-Machard : « Les aspects contractuels sont très lourds à gérer... Et n'y-a-t-il pas un risque de dilution de l'identité de l'INRA ? »

Bertrand Hervieu :

« Ce qui est important, c'est notre implication dans les Ecoles Doctorales.

Nous n'avons pas le choix : il faut collaborer avec les institutions de formation.

Mais quelles difficultés ! Quelle complexité ! Avec des règles différentes de gestion des mêmes fonds publics ! »

Et sur la question de la perte d'identité...

« Il y avait à l'INRA la crainte des conséquences du passage du statut d'EPA au statut d'EPST au cours des années 80, de la double tutelle, de la perte du lien avec le Ministère de l'Agriculture, d'une éventuelle absorption par le CNRS...

En fait, il n'en a rien été, et le décrochage de la dépendance budgétaire de l'INRA vis-à-vis du Ministère de l'Agriculture est probablement une bonne chose aujourd'hui. Voyez finalement la capacité extraordinaire de l'INRA à faire bouger son identité... »

Des commentaires aussi sur le développement agricole :

- « ... sur le risque de perte de la culture des agronomes et des vétérinaires à l'INRA dans dix ans » (Yves Roger-Machard)
- sur les évolutions actuelles de l'ANDA et de la profession agricole : J. Leguen : « Quelles conséquences possibles sur nos financements ? » ; Philippe Mérot : « Quel avenir pour le partenariat agricole et les procédures du type « agro-transfert ? »

- sur le devenir des Unités expérimentales : Jean Corre, artichauts et échalotes : « *Quel avenir pour les Unités expérimentales, pour les GRED, les ORE ?* » ; Pierre Thivend : « *Les lycées agricoles disposent de 1 000 hectares de surfaces expérimentales en Bretagne. Quelles actions en partenariat INRA et collectivités pour mieux valoriser de potentiel, pour mieux travailler ?* »

Bertrand Hervieu

« La question du partenariat agricole est essentielle, particulièrement en Bretagne où l'INRA a eu un engagement fort dans la modernisation agricole. Mais en fait, nous ne sommes plus dans la situation d'un partenariat exclusif.

Cependant, le débat science société nous l'engageons, nous, sur des bases concrètes, avec des portes d'entrée réelles : c'est un immense avantage !

Nous sommes pour des partenariats multiples et complexes : c'est ainsi que nous garderons notre indépendance.

Plus généralement, le partenariat pose la question des rapports entre l'expertise et la recherche. L'expertise est rarement monodisciplinaire.

Donc, ce qui est à mettre en place, c'est une expertise construite et assumée par l'institution, et non pas gérée par les chercheurs seuls. »

Pierre Thivend renchérit : « *Le partenariat doit profiter aux deux parties. Et à l'INRA nous avons la chance d'avoir des partenariats multiples qui nous sont enviés et qui nous enrichissent* ».

Quant aux conséquences de la suppression de l'ANDA sur le partenariat agricole...

Bertrand Hervieu :

« C'est clair que ça va bouger. Les filières vont se tourner vers les collectivités. D'où la question de l'évolution de « l'agro-transfert.

Il faut imaginer un dispositif.. Les UE, les GRED, les ORE... tout cela ça fait un ensemble ! »

Parlera-t-on quand même de prospective ce matin ?

Oui, grâce à l'intervention de Patrick Gestin (Syndicat « SUD »), qui s'interroge sur « *la faisabilité d'une démarche de prospective à l'INRA* », et qui se demande : « *Comment répondre à la commande ? Avec quelle disponibilité ? Et quelle reconnaissance ? Quelle écoute de la part de la DG ? Nous avons le nez dans le guidon, c'est la réalité ! Alors quelle est la disponibilité réelle du personnel pour le débat ? Le planning et la charge de travail... le temps qui manque...* »

Bertrand Hervieu :

« Oui, malgré ces contraintes réelles, je fais confiance en une capacité collective de l'INRA à réfléchir sur son avenir !

* * * * *

De cette 3^{ème} séquence de débat, cette fois-ci avec les DU et les représentants du personnel, que retenir ?

D'abord un appel fort de Bertrand Hervieu à mettre l'INRA « *en capacité d'apprivoiser le changement à long terme* ». Un appel à l'imagination, à la mise en mouvement d'un travail des chercheurs impliqué dans les enjeux de société.

Mais comment les collègues comprennent-ils cet appel ? Je m'interroge... :

- Ils peuvent entendre de Bertrand Hervieu ceci : « *Nous allons mettre quelque chose en route avec vous et vous serez mobilisés bientôt* »

- ou encore : « Qu'avez-vous à dire, dès maintenant, sur le futur ? C'est aujourd'hui qu'il faut le faire ! Le temps presse ! Le futur n'attend pas ! »

En fait, la réflexion prospective n'embraye pas réellement à Rennes, contrairement au mouvement ressenti à Clermont-Ferrand. Les collègues ont-ils une attitude d'attente ou alors sont-ils vraiment dans l'incapacité de « se mettre en mouvement », compte-tenu des conditions du débat (à froid), compte-tenu aussi de la saturation de leur emploi du temps (le nez sur le guidon) ?

Ou encore est-il vraiment très difficile pour des chercheurs, en recherche de certitudes et de connaissances, de s'interroger dans un contexte de « *futurs incertains* » sans démonstration possible autre que d'attendre que « le futur » arrive et devienne « le présent », et tout de suite après se transforme en « passé » (ce qui permettra alors de produire des analyses explicatives sur ce qui s'est réalisé).

L'écho donné à l'appel de Bertrand Hervieu pour « *apprivoiser le futur* » porte en fait sur les difficultés actuelles du partenariat, notamment dans le cadre des UMR et des Ecoles Doctorales... et sur le sentiment que le partenariat avec l'agriculture n'est pas « durable » et est menacé s'il n'est pas renouvelé.

* * * * *

Le grand débat est arrivé !

Une grande salle de cours de l'INFA (Institut National Supérieur de Formation Agroalimentaire) dans un bâtiment dont l'architecture originale s'inspire des grands hangars industriels : poutrelles métalliques apparentes, toit dissymétrique, fonctionnalité de la « rue » centrale. Pierre Thivend a préféré ce cadre moderniste au charme « 19^{ème} » de « l'Agro », dont le style rappelle celui de Deauville : c'est pourquoi nous dit-il, on l'appelle aussi « Le Casino ». Et comment ne pas être séduit par les boiseries de l'ancienne bibliothèque ? Mais il a dû juger que les amphithéâtres étaient vraiment inconfortables et inadaptés pour ce débat qui réunit un public composé d'une soixantaine d'invités : administration, professionnels, associations, chercheurs INRA.

Comme pour sceller le débat sous un signe sensible de partenariat, Bertrand Hervieu évoque en ouverture « *le lien entre Charte et Plan d'Action sur l'agriculture en Bretagne, et la stratégie de l'INRA à 4 ans...* » en s'appuyant sur les termes introductifs prononcés par Gérard Maisse, Président-adjoint du Centre INRA de Rennes :

« Les préoccupations environnementales sont désormais au même niveau que les préoccupations économiques.

C'est ainsi que l'INRA en Bretagne a participé à la constitution de 3 GIS : « Porcherie Verte », le « CERL » (Centre Européen de Recherche Développement sur le Lait), et « Agro Transfert Bretagne » qui comprend des travaux sur l'incidence environnementale des systèmes de production. »

La parole est à la salle.

OGM et Génoplande

Comme lors des autres débats, à l'exception notable de Clermont-Ferrand, Bertrand Hervieu n'échappe pas en ouverture à une interpellation sur les OGM et sur Génoplande. C'est Guy Le Fur, Confédération Paysanne, rapporteur au CES national sur les biotechnologies et les OGM, qui ouvre le feu. Il n'a pas la vigueur de ton de Christiane Lambert ou les habiletés médiatiques de José Bové. Mais son discours a le mérite d'être carré. On sait d'emblée à quoi s'en tenir : non aux OGM et non à Génoplande !

Guy Le Fur : « *Nous sommes en désaccord sur la stratégie de l'INRA concernant la génomique et Génoplande...* ». Carton plein !

Allons-y d'abord sur les OGM !

Nous pointons que les experts de l'INRA ne sont pas les mieux placés pour effectuer une évaluation sur les OGM.

Et à propos des essais en plein champ, les « 4 sages » formulent des préconisations similaires à celles qui avaient été notées déjà dans le rapport du CES...

Mais il n'est pas sûr que l'on parvienne à les mettre en œuvre : évaluation, bio vigilance, transparence... Nous voulons une Commission du Génie Bio moléculaire « ouverte », comprenant un groupe d'experts et un groupe de la société civile.

Nous demandons aussi l'obligation d'une assurance qui couvre les risques OGM, et la création de zones expérimentales isolées... et même nous considérons qu'il faut interdire de telles zones, lorsqu'il est impossible de réaliser les contrôles.

En définitive, l'INRA n'est pas allé assez loin ! »

Ensuite à propos de Génoplante :

« La Confédération Paysanne est en désaccord avec le principe même de la brevetabilité du vivant (ainsi que des médicaments) : ces brevets ne devraient pas en être, car ils concernent des découvertes et non pas des inventions !

Ensuite, nous revendiquons le droit des paysans à ressemer ce qu'ils récoltent. La situation actuelle – hybrides, terminator... - n'est pas acceptable.

Les brevets sont en fait un obstacle à la diffusion des connaissances et à leur l'accès, donc ils créent des limites à la capacité de rechercher.

Enfin, notre refus s'inscrit dans un combat pour la sauvegarde de la diversité »

Rien de nouveau donc par rapport à ce que dit d'habitude la Confédération Paysanne. Le discours est connu, mais dans une telle enceinte, devant toutes ces personnalités, le représentant de la Confédération Paysanne devait jouer son personnage. Sa harangue porte depuis le dernier rang de l'assemblée où il avait pris place... Hasard ou habileté ? Quant au camarade Gerondeau, il est au 1^{er} rang, mais ne dit rien de l'après-midi... le devoir de réserve ? En fait, il nous a tout dit au cours du déjeuner en petit comité, autour d'une table ronde sympathique dans le restaurant du personnel de l'INRA.

Bertrand Hervieu reprend la main : **« Le message est entendu... Mais tout n'est pas du seul pouvoir de la science... »**

Une première réponse à propos du « débat de fond sur l'orientation de la recherche, la génomique et Génoplante » :

« Si l'INRA n'investit pas dans ce pan entier de la recherche scientifique qu'est la génomique, nous privons la recherche publique et nos concitoyens de l'accès aux connaissances.

Car la génomique, c'est un fait de connaissance avant de concerner le transfert et l'innovation...

Si nous n'y allions pas, si nous laissons les grandes firmes, dont les moyens sont nettement supérieurs à ceux de Génoplante, qui ne font pas de la recherche pour la partager... si nous ne faisons rien, nous serons dépendants d'autres pays... »

Ensuite le partenariat comme condition nécessaire...

« Il existe un enjeu de connaissances sur les génomes, mais nous avons besoin de le faire valider, d'où le caractère indispensable du partenariat, avec des firmes qui s'engagent...

Vous ne pouvez pas demander que les chercheurs ne se parlent pas seulement à eux-mêmes, et empêcher ce partenariat... C'est quelque chose qui fait partie de la démocratie...

Etre de Sirius ou avoir les mains sales ? Tout ça n'est pas sans problème ! (rires)

La position de la DG de l'INRA : avec le Conseil d'Administration, avec le concours du débat au sein de la société civile... nous voulons des connaissances partagées par le plus grand nombre. C'est la mission d'un organisme de recherche publique... et il nous faut trouver les moyens de sécuriser le reste... »

« Car nous ne pouvons pas être privés définitivement de l'accès à la connaissance ! »

Mais alors quelles sont les perspectives pour l'INRA sur la base de ces connaissances ?

« Notre perspective n'est pas la création de nouveaux organismes par transgénèse...

C'est d'être toujours capable de fournir l'expertise sur de nouveaux organismes mis au point par les firmes ou par d'autres...

Si ce n'est pas nous qui faisons cette expertise, qui le fera ?

Donc il nous faut avoir une compétence aigüe sur ce qui déboule. Donc il faut être dans la course, même si c'est derrière !

Il nous faut être dans la science en train de se faire, même si ce n'est pas la nôtre ! »

L'INRA et les industries agro-alimentaires

Où l'on évoque les Centres Techniques et la Convention entre l'ACTIA et l'INRA (Michel Pinel, ADRIA Quimper), le poids de la distribution agro-alimentaire et l'alimentation du monde (Jean-Pierre Kermoal, coopératives), l'industrie laitière (Michel Maubois), et aussi les plants de pomme de terre (André Donval)...

Michel Maubois critique « la perte de lisibilité de l'INRA en termes d'IAA. Or il existe une exception française de science et d'enseignement dans la recherche laitière, à l'échelle du monde. Nous avons 10-15 ans d'avance sur les autres pays. Cette exception est à maintenir. »

Bertrand Hervieu :

« La lisibilité de la préoccupation des industries agro-alimentaires a été mise en cause à la suite de la récente réforme de l'INRA. Mais cependant, le volume du partenariat n'a pas diminué. Il y a peut-être un problème d'affichage, lié au fait que désormais il faut voir les Départements... »

« En matière de recherche laitière, l'exception française va durer encore longtemps... Mais il faut savoir changer pour durer... D'où notre stratégie de rapprochement avec les universités et l'enseignement, afin d'opérer... un peu de filtration. » (Rires)

« Mais la France et l'Europe ont-ils vocation à nourrir la population du monde ? » (Jean-Pierre Kermoal). Voilà un sujet de conférence pour une soirée complète avec Bertrand Hervieu. Mais il se limite au titre :

« La réponse est contenue dans la question... Nous avons été le premier exportateur mondial... d'où des concurrents en face de nous... et une vraie bataille qui se livre, sur les produits agricoles et sur les marchés des produits transformés. Mais aussi avec l'intervention de capitaux français qui s'investissent en Europe Centrale, en Amérique Latine, au Maghreb. »

Et alors, pour les pommes de terre ? (André Donval)

Ce n'est certes pas une question du même niveau que la précédente, mais elle touche un secteur régional exemplaire, où l'INRA a joué un rôle important, tout comme pour l'horticulture florale à Angers. Et Bertrand Hervieu y répond sans se défausser...

Bertrand Hervieu :

« Ce type de partenariat, nous voulons le maintenir et le renforcer ! Comment faire par rapport aux exigences du redéploiement ? Vous y mettez de moyens, certes. Mais nous ne pouvons pas en même temps nous renforcer en amont - virologie, nouvelles maladies... - et poursuivre ce partenariat. Donc, il faudra y mettre un peu plus de moyens... manifester des preuves d'amour. Et on peut reparler des preuves d'amour ! »

« Nous voulons des partenariats qui se rénovent, qui bougent... Si vous voulez que nous vous apportiez quelque chose, il faut que nous mettions des moyens en amont, et que vous preniez en charge ce qui est plus de l'application. On peut en discuter... »

L'environnement

Isabelle d'Herville, DIREN Bretagne, aimerait bien savoir à quoi s'en tenir, en tant que représentante de l'Etat en région :

« Nous avons une demande régionale des services de l'Etat en région vis-à-vis de l'INRA... Nous n'avons rien à dire quant aux programmes de recherche, mais nous sommes

demandeurs de diagnostics, d'expertises, de validations des références et des données concernant l'environnement... »

Cette question donne l'occasion à Bertrand Hervieu de commenter « *la tension entre expertise et recherche, la tension entre normes et connaissances* ».

« Les pouvoirs publics ne nous demandent pas de théâtraliser la tension autour de l'expertise. Dans le cadre de l'autonomie du métier de chercheur, nous devons répondre à la demande d'expertise. »

Et quant à la demande plus spécifique du Ministère de l'Environnement :

« Nous avons signé une convention de partenariat il y a 2 ans. C'est un modèle du genre... Nous avons une réunion trimestrielle sur les programmes de recherche et les questions d'expertise. Et c'est la même chose avec le Ministère de la Santé. »

L'agriculture bretonne toujours dans le brouillard

Guy Lefur est également intervenu à propos de la Charte de Développement Pénne de l'Agriculture... :

« Il faut reconstruire un nouveau modèle pour l'agriculture... »

« Et nous aurions voulu que l'INRA soit plus offensif, s'engage par exemple dans la création de céréales moins exigeantes en fongicides et qui soient diffusées largement.

Mais par ailleurs, la deuxième directive nitrate va éliminer la plus grande partie des petits éleveurs de porcs... Alors où en sont les études de l'INRA concernant les élevages sur paille ? Et comment en diffuser les résultats ? »

Bertrand Hervieu :

« Autrement dit, vous trouvez qu'on n'en fait pas assez ! Oui, je suis d'accord pour que les sciences de l'environnement soient une priorité de l'INRA. Et avec toutes les déclinaisons d'une telle option concernant la conception d'un développement durable à différentes échelles, de la parcelle au changement climatique...

Mais ceci suppose non seulement la mobilisation des disciplines scientifiques, mais aussi leur assemblage, et aussi le transfert. Et pour faire cela, il faut du temps ! C'est un processus long ! »

Et finalement, de nouveau Guy Lefur pour formuler une analyse sur l'économie politique agricole :

« Nous constatons l'arrêt d'agriculteurs âgés de 45-50 ans, tandis que l'on observe aussi des jeunes qui s'installent...

Il faudrait comprendre ces phénomènes, creuser cette question... Pour quelles raisons ? »

Tiens tiens ! C'est exactement la même question que celle posée hier soir par Pierre Méhaignerie ! Y aurait-il une source commune d'information ?

Et Guy Le Fur termine :

« Quelles conditions sont à réunir pour avoir des agriculteurs bien dans leur peau et reconnus dans leur rôle pour l'équilibre du territoire ? »

Bertrand Hervieu

« C'est une question qui relève des travaux de prospective de d'agriculture, et aussi des espaces ruraux, engagés dans les groupes de la DATAR. C'est une question à approfondir... ».

Michel David voudrait cependant en savoir plus. Ces débats ne sont-ils pas trop limités à la situation de la Bretagne ?

« Le concept d'agriculture durable existe-t-il à l'échelle de l'Europe ? »

Bertrand Hervieu :

« Le concept d'agriculture durable est un sujet de controverses et est aussi un objet de recherche, et cela différemment selon les pays : Suède, Italie, Pays-Bas...

Ainsi, aux Pays-Bas, l'agriculture s'est affranchie du sol, des contraintes du support. Dans ce contexte la notion de durabilité n'est pas la même que chez nous !

Le concept d'agriculture durable, c'est d'abord un débat avant d'être un résultat définitif...

Un débat qui est aussi une construction sociale. »

Le développement agricole en demande de partenariat

Michel Laudren est « d'accord sur le fait que les partenariats sont à renforcer (« Porcherie Verte », « Agro-Transfert »).

« Mais nous avons à revoir les méthodes du développement agricole dans le futur, en nous investissant sur les bassins versants et sur l'eau, et dans la mise en place des Pays.

Il nous faut servir les agricultures et aussi répondre aux attentes des citoyens et de la société, et pour cela changer par rapport aux méthodes qui ont permis l'explosion de l'agriculture en Bretagne...

Alors, quelles recherches sont engagées sur l'organisation du développement agricole, quelles méthodes nouvelles, et plus spécifiquement sur les relations « Eau – Agriculture – Société » ? »

Bertrand Hervieu

« D'abord, nous avons fait un bilan de ce que nous faisons avec le Développement Agricole, avec un rapport que nous venons de présenter au SIA.

Ensuite, il y a ce qui se met en place autour des GIS... en quelque sorte une nouvelle manière d'échanges.

Cependant, il nous faut aller plus loin, théoriser un peu, réfléchir sur les finalités et les méthodes. Ça participe à la rénovation de notre partenariat avec le développement agricole...

Mais nous avons une difficulté : entre la recherche et la présence sur la synthèse et le développement, il existe une tension... une tension institutionnelle et une tension pour les chercheurs.

La recherche, c'est un réseau qui s'étend partout dans le monde, et nous devons aussi construire de la synthèse et des liens avec le développement agricole... »

« L'INRA doit être en capacité de gérer ces tensions : c'est ce qui fait sa particularité »

Mais quelles conséquences peut avoir la suppression des crédits de l'ANDA ? C'est la question de Michel David et de Michel Pinel.

Bertrand Hervieu :

« Je ne sais pas. Je n'en sais rien. Le budget de l'Etat va pourvoir au financement des syndicats, mais pour les autres financements ? Il va se passer quelque chose... Mais les 800 millions de l'ANDA vont-ils être pris sur le budget de l'Etat ? »

Michel David s'inquiète :

« Mais le transfert des connaissances acquises vers les agriculteurs va-t-il être quand même à la hauteur si l'ANDA n'est plus financé ? »

Bertrand Hervieu :

« Quant au transfert et à son efficacité, il faut réviser les méthodes, il faut travailler en amont. Car le succès dépend autant, et même plus, de l'implication que du résultat lui-même... »

Une question de culture

A ce stade, Bertrand Hervieu décide d'élargir le sujet, de changer de pied de manière probablement inattendue pour ses auditeurs. Puisque le train du futur reste en gare de Rennes, il va soudain ouvrir les horizons. Alors, il faut être maintenant très attentif à sa mise au point sur la culture scientifique et technique. Elle répond à une question qui ne lui a pas été posée, mais qui l'intéresse beaucoup plus que le cours du débat :

« Ceci constitue un élément du débat « science et société » : par exemple en ce qui concerne les crises récentes, plus les scientifiques ont cherché à apaiser, plus ils ont soufflé sur les braises. Nous nous sommes pris les pieds dans le tapis... »

« Or, diffuser la culture scientifique, ce n'est pas diffuser des résultats. Ce qu'il nous faut rendre sensible à nos concitoyens, c'est la vraie culture scientifique, celle du doute, de la controverse, des résultats provisoires... »

« Ce qu'il faut faire, c'est retrouver le chemin de la démarche scientifique, de la construction humaine de la science, et non pas une démarche de résultats. La science ce n'est pas une révélation ! »

« D'où, il faut accepter de se mettre en position de fragilité, il faut retrouver l'esprit critique, et non pas l'esprit des certitudes. Il faut retrouver le terrain de la critique »

Et Dominique Vermersch (INRA Rennes, recherches économiques) en remet une couche pour ceux qui n'auraient pas bien compris :

« Les collectivités sont confrontées au bousculement des pas de temps, au bousculement de la mondialisation. Or à l'intérieur de la recherche, il existe des conflits sur la connaissance elle-même, des controverses... Alors que le politique a besoin d'une appropriation relativement stable...

Exemple : on n'ose même plus prononcer le mot « productivisme » : ce qui signifie que l'innovation technologique est en manque de caution éthique.

Il nous faut donc organiser notre partenariat en amont, il nous faut une conscience. Car selon l'expression de Bertrand Hervieu : « Une science qui veut se faire hors-sol est une science qui se plante ! ». Ceci suppose de notre part une prise de risque »

Le temps des crises

On n'arrêtera plus Bertrand Hervieu. C'est le TGV de 16h40 ! En marche pour le futur !

« L'INRA peut-il apporter sa caution morale à l'agriculture bretonne ? Nous avons un objectif commun, partagé profondément, celui de la fourniture d'aliments. C'était un objectif moral... Or ceci ne se retrouve plus actuellement dans les objectifs de la science.

Notre réflexion aujourd'hui, ne se limite pas uniquement à 2004 : c'est une stratégie à long terme !

Nous sommes entrés dans des cycles de crises. Les grands travaux de prospective de cette dernière décennie n'ont pas su identifier la montée des peurs alimentaires.

Or nous sommes entrés dans des cycles de crises de nos sociétés, avec une tendance à l'atomisation des individus.

Le paradoxe c'est que nous construisons du « nous » dans la crise, ce qui ne se fait pas dans la « non-crise ». Avec des questions récurrentes autour de l'environnement, de la santé, de l'alimentation, de la plante, de l'animal »

Et la transition est toute faite vers des thèmes qui passionnent le public de Bertrand Hervieu : sur le bien-être animal, sur la vie et la mort, sur les sciences du vivant :

« Le débat actuel sur le bien-être animal, ne nous en étonnons pas. Notre relation avec l'animal s'est recomposée trois fois en cinquante ans. L'animal de compagnie, maintenant avec son nom, son petit nom, etc. »

« Pour la première fois dans l'humanité, plus de deux générations vivent sans avoir connu la crainte du manque alimentaire, jusqu'à la mort : ça ne s'est jamais vu ! Nous sommes dans un cadre de surproduction et de quotas... ce qui a des effets radicaux sur notre relation à l'alimentation »

« Notre relation à la reproduction... à la construction de la vie, à nommer la mort. Pour la première fois dans l'humanité, la naissance comme la mort ne sont pas une fatalité, mais résultent d'une décision »

« Tout ceci illustre des sources d'interrogations à propos des sciences du vivant ! Alors quelles sont les questions qui vont surgir en termes de disciplines, d'objets de recherche ? »

« La grande attente de la société vis-à-vis du monde scientifique c'est d'abord de la production de connaissances et de la compréhension avant de l'innovation »

« Nous sommes producteurs d'une dynamique de changement et nous devons intégrer une culture de changement. Nous devons réfléchir en interne dans les Centres, avec la jeune génération, et continuellement en externe avec vous ! »

« Dans cette démarche « INRA 2020 », nous voulons réfléchir à qu'est-ce qui est important pour le futur ? qu'est-ce qui surgit comme grandes questions, comment nous nous orientons vers des sujets de société ? »

Les questions sont épuisées. Le public est satisfait. Il est 17h10. Bertrand Hervieu, quant à lui en grande forme, enchaîne aussitôt sur une conférence de presse.

Cela fait bientôt 24 heures que nous avons mis les pieds en terre rennaise.

Questions pour le futur

Beaucoup de temps prévus pour les échanges ici à Rennes. Pierre Thivend a ouvert le grand jeu, avec des espaces successifs de rencontres avec des publics ciblés durant 24 heures. En fait, les interlocuteurs semblent être venus beaucoup plus pour rencontrer Bertrand Hervieu afin d'obtenir des assurances à propos des inconforts du présent, beaucoup plus que pour mettre en perspective ces incertitudes et débattre des futurs. Pourtant Bertrand Hervieu a tenté à plusieurs reprises de mettre ses interlocuteurs en exploration de futurs. Mais non, ceux-ci ne nous ont pas éclairés de leurs visions. Comme depuis mon décollage depuis Toulouse jusqu'à l'arrivée sur les pistes de Saint-Jacques, le plafond est resté bas pendant tout ce parcours breton.

D'où l'esquisse de démarche prospective que je tente ici qui procède comme par effraction. Car derrière les apparences des discours, et parfois des interventions pour la galerie, se jouent différents types de futurs. En effet, les craintes exprimées comme les projets souhaités permettent de formuler des futurs redoutés comme des futurs espérés. Il faut les entendre comme des interpellations de la part de différentes composantes de la société. Ces interpellations s'adressent tantôt à l'INRA tantôt à la recherche scientifique en général (en tout cas on peut les interpréter comme telles). A l'INRA ou au « système recherche » de comprendre ce qu'il faut construire pour le futur pour tenir compte de ces interpellations du moment.

On retiendra de ces interpellations quelques grandes rubriques :

- L'organisation de la recherche

Il s'agit notamment de la logique de constitution de grands pôles, en partenariat entre les grands organismes de recherche et avec les Universités, activement débattue. L'INRA se trouve en Bretagne Le concept de grand pôle est formulé, on parle aussi de Génopole, les ressources scientifiques semblent présentes. C'est la clé géographique qui manque : quel périmètre donner à l'ambition d'un grand ouest scientifique ? On parle de « bio région ». On évoque l'alliance avec la Basse-Normandie et les potentialités de Caen, ou encore Pays-de-Loire, avec Nantes... Et la manière dont les liens entre l'enseignement supérieur agronomique et l'INRA se nouent a aussi de l'importance pour le futur. Quid du concept "Agrena" ? Les ressources scientifiques et universitaires sont abondantes mais le pôle « Rennes » n'est-il pas suffisant pour donner une polarité au tout.

- L'avenir de l'agriculture

L'agriculture tient une place essentielle en Bretagne lorsqu'on évoque le partenariat de l'INRA avec les secteurs socioprofessionnels. Evidemment, la réussite ou non du Plan pour une Agriculture pérenne apparaît déterminante. L'INRA est directement interpellé sur son rôle passé dans la modernisation de l'agriculture bretonne et sur les dégâts environnementaux que cette évolution a entraînés. Alors quelle position adopter dans le futur ? Les risques de dépression de ce secteur économique, traditionnellement partenaire de l'INRA ne sont pas négligeables. En fait, dans un contexte de négociation entre les organismes agricoles, l'Etat et la Région, concernant à la fois le soutien économique aux agriculteurs individuels, la pérennité des structures, la résolution des problèmes environnementaux, le développement industriel agroalimentaire pour compenser les pertes au niveau de la production de matières premières, on a l'impression que dans ces débats, les acteurs présents se sont bien gardés de tout mettre sur la table !

- Les contenus de la recherche agronomique.

Dans le climat des échanges esquissé ci-dessus, il n'y a pas beaucoup de place pour des réflexions sur le futur de la recherche agronomique. En tout cas, celui-ci est fortement encombré par l'importance des questions environnementales. Les interpellations viennent à la fois des pouvoirs publics (Préfet, DIREN, collectivités) et des partenaires scientifiques (IFREMER et Universités), des organisations agricoles aussi (Chambre d'Agriculture, Confédération Paysanne). La question est posée : le pôle scientifique et universitaire breton peut-il être un pôle de référence à l'échelle européenne sur les questions environnementales en rapport avec l'agriculture ? Ou bien, cette préoccupation, ne relevant pas des exigences d'une forte concentration scientifique, se limite-t-elle à un ensemble diversifié d'actions de terrain, profitant de l'atout constitué par le maillage régional des unités expérimentales de l'INRA et des exploitations des lycées agricoles ?

L'hypothèse d'un investissement d'envergure en génomique, concerté entre les organismes et les universités, retient également l'attention. Les universitaires attendent une décision de l'INRA qui serait déterminante. Le Conseil Régional y voit la possibilité de nouveaux développements économiques par les biotechnologies dans une logique « high tech » similaire à celle des télécommunications : articuler la logique de constitution des pôles scientifiques et de création de plates-formes avec la dynamique des technopoles.

- La communication.

Dernier point peut-être à retenir de ces débats, l'importance mise sur la capacité de communication des chercheurs, à propos de sujets qui remuent la société, tels que les questions de l'environnement et celles de la santé, et auxquelles on peut associer les biotechnologies. Comment faire face à la demande de clarification et aussi réagir aux polémiques du « vingt heures » ?

Esquisse de démarche prospective

Pour chacun des domaines (et sous-domaines) que j'ai repérés au cours de ces débats, je me suis essayé à décrire des configurations contrastées pour le futur (hypothèses). Combinés aux domaines et aux hypothèses écrites à l'issue des autres débats, ils contribueront à l'élaboration de scénarios globaux du futur pour l'INRA. En définitive, la matière recueillie au cours des « 24 heures de Rennes » est abondante.

Domaines identifiés et hypothèses contrastées

1. Organisation de la recherche

1.1. Organisation régionale de la recherche

RegnRech1. Engagement des régions en appui à la recherche au coup par coup

RegnRech2. Dispersion des investissements scientifique dans le cadre d'une régionalisation de la recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Compétition exacerbée entre les régions à l'échelle de la France et de l'Europe

RegnRech3. Ententes entre régions adjacentes sur l'implantation d'équipements lourds et pôles technologiques spécialisés (Bretagne – Pays de Loire – Basse Normandie)

1.2. Partenariat Sup Recherche

SupRech1. Enlissement administratif des UMR et des Ecoles doctorales

SupRech2. Modification des règles administratives et institutionnelles facilitant le partenariat

SupRech3. Efficacité des liens entre recherche et université dépendant du volontariat et de la qualité des relations personnelles

1.3. Arbitrage régional/national des organismes de recherche

ArbitRech1. Arbitrage INRA en faveur d'un nombre limité de Génopoles en France

ArbitRech2. Stratégie concertée des organismes et des universités en faveur de la constitution de « bio-régions », « agro-régions »...

1.4. Recherche et Europe

EuroRech1. Priorité aux Pôles, sur la base d'arbitrages hiérarchisés (UE, France, Régions)

EuroRech2. Priorité aux réseaux sur la base d'investissements à l'initiative des Régions

1.5. Recherche et collectivités territoriales

CollectivRech1. Collectivités en position d'abondement aux objectifs des organismes de recherche

CollectivRech2. Recherche en accompagnement des finalités et enjeux économiques régionaux

CollectivRech3. Recherche en position de co-conception de l'aménagement du territoire et du développement local

1.6. Polarités de la recherche

1.6.1. Génopole

PolaRech.Genop1. INRA accompagnateur

PolaRech.Genop2. INRA moteur et fédérateur

PolaRech.Genop3. INRA indifférent et éventuellement utilisateur

1.6.2. Sciences de l'environnement

PolaRech.Envrnt1. INRA moteur et fédérateur d'un pôle de référence nationale et européen dans le grand ouest

PolaRech.Envrnt2. INRA partie prenante d'une fédération d'initiatives en réseau d'origine universitaire

PolaRech.Envrnt3. INRA auto-centré, en partenariat agricole et agro-alimentaire sur des projets localisés

1.7. Culture des agents de l'INRA

CultAgntsINRA1. Perte d'une culture agronomique et vétérinaire propre aux agents de l'INRA

CultAgntsINRA2. Renouvellement de cette culture par retour à des recrutements d'ingénieurs généralistes

CultAgntsINRA3. Maintien de cette culture par l'expérience du partenariat professionnel

CultAgntsINRA4. Perte de la culture et du partenariat

1.8. Recherche et Communication

RechComm1. Incapacité de communication des scientifiques : la recherche ne produit plus de résultats crédibles

RechComm2. Travail d'élaboration intellectuelle de messages sur le doute et la controverse

RechComm3. Ouverture de chantiers en amont de la production de résultats

1.9. Expérimentation

Expn1. Maintien des dispositifs expérimentaux agricoles, en propre

Expn2. Affaiblissement du potentiel expérimental et recentrage sur un nombre limité d'UE

Expn3. Priorité au maillage avec les exploitations agricoles des établissements d'enseignement agricole

Expn4. Abandon du dispositif d'expérimentation en propre de l'INRA pris en charge par les organismes de développement agricole

2. Partenariat économique

2.1. Avec le développement agricole

DevlpmtAgr.1. Organisation du transfert vers le développement agricole par des procédures formalisées à l'échelle régionale

DevlpmtAgr.2. Maintien d'un système complexe de partenariats multiples à des échelles diverses

DevlpmtAgr.3. Affaiblissement du développement agricole et de la culture de partenariat de l'INRA

2.2. Politique agricole et environnement

PolitAgriEnvrmt1. Maintien d'une priorité de l'Union Européenne à la production de biens agricoles alimentaires dans le cadre d'une PAC rénovée, sous réserve d'un corps de règles de respect de l'environnement

PolitAgriEnvrmt2. Priorité à la protection et à l'amélioration de l'environnement non compatible avec une production agricole de masse : production de biodiversité, de cadre de vie, de loisirs et de biens culturels, y compris produits d'une agriculture de terroirs

2.3. Démographie agricole

DemoAgric1. Diminution de la population agricole mais avec maintien d'un renouvellement familial

DemoAgric2. Rupture démographique

DemoAgric3. Emergence de firmes et de compagnies agricoles

2.4. Bretagne agricole

AgriBreton1. Echec du Plan pour une agriculture pérenne. Perte importante d'actifs agricoles et agro-alimentaires, par délocalisation des activités « hors-sol » sous pressions économiques et environnementales

AgriBreton2. Succès du Plan pour une agriculture pérenne. Reconversion des unités de production par des pratiques respectueuses de l'environnement, avec diminution des actifs agricoles compensée par une croissance des filières de transformation sur place

AgriBreton3. Evolution vers des productions de terroir, sur quelques territoires de la région, et dans le cadre d'une économie dominée par le tourisme et les activités industrielles

3. Domaines de recherche

3.1. Sciences agriculture et environnement

RechAgriEnvrmt1. Renforcement stratégique de l'INRA construisant un corps cohérent de références opérationnelles (variétés économes, pratiques culturelles, aménagement et développement local, environnement global...) adaptables aux différents types de terrains et d'agricultures

RechAgriEnvrmt2. Nébuleuse d'un grand nombre de programmes partiels de recherches regroupées sous le chapeau « agriculture et environnement »

RechAgriEnvrmt3. Priorité à l'environnement par rapport au souci de production agricole

3.2. Génomique et transgénèse

Genomik1. Société devenue globalement hostile à l'échelle de l'Union Européenne. Les firmes externalisent leurs recherches dans d'autres portions du monde

Genomik2. Recherche publique active sur génomique et transgénèse dans une optique de capacités d'expertises vis-à-vis des firmes et de régulation des chaînes agro-alimentaires

Genomik3. Domination économique et scientifique des firmes

Genomik4. Recherche publique active et organisée à l'échelle de l'Union Européenne, en position de contrôle de la production commerciale et scientifique des firmes

3.3. Pommes de terre

Pdt1. Maintien d'un système de veille diversifiée de recherches sur une large gamme de cibles

Pdt2. Abandon des secteurs spécialisés à finalités technico-économiques par déplacement des fronts de recherche

Pdt3. Maintien de programmes spécialisés exemplaires selon affinités avec les partenaires et avec des engagements financiers privés dans les secteurs concernés

* * * * *